

REGLEMENT DE CONSULTATION

Réf SOLEIL : 2025-038-VB

Procédure de passation : MAPA (candidature + offre)

Objet :

Maintenance préventive et corrective de la détection Gaz des bâtiments du site du Synchrotron SOLEIL

PUBLIC

Date et heure de limite de dépôt des offres électroniques :
Le mercredi 1^{er} octobre 2025 à 12h00

Sur la plateforme de dématérialisation des achats de L'Etat « PLACE »

www.marches-publics.gouv.fr

La version électronique fait foi.

1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. FORME DES PRIX	3
1.3. PROCEDURE.....	3
1.4. ALLOTISSEMENT	3
1.5. NOMENCLATURE	3
1.6. VARIANTES	3
1.7. PRESTATIONS SIMILAIRES	3
2. DOCUMENTS APPLICABLES	4
3. CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE (2 ENVELOPPES).....	4
3.1. ENVELOPPE 1 : DOSSIER DE CANDIDATURE	4
3.2. ENVELOPPE 2 : DOSSIER D'OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIERE.....	6
3.2.1. SOUS-DOSSIER 1 : TECHNIQUE	6
3.2.2. SOUS-DOSSIER 2 : FINANCIERE.....	6
4. ECHANGES DEMATERIALISES.....	7
4.1. DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES DOSSIERS.....	7
4.2. RETRAIT ET TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE	7
4.3. FORMULAIRE DE CANDIDATURE SIMPLIFIEE - DUME	8
5. INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES PENDANT LA CONSULTATION	8
5.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION	8
5.2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	8
5.3. VISITE DU SITE.....	9
5.4. QUESTIONS/REPONSES	9
6. CONDITIONS PARTICULIERES	9
6.1. CONDITIONS DE PRIX	9
6.2. VALIDITE DE L'OFFRE.....	9
7. EXAMEN DES CANDIDATURES /DES OFFRES	10
7.1. VERIFICATIONS PREALABLES	10
7.2. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES.....	10
7.3. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	10
8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
9. CLAUSES COMPLEMENTAIRES	13
10. NEGOCIATION	13
11. ARRET DE LA CONSULTATION	13

1. OBJET ET MODALITES DE LA CONSULTATION

1.1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions selon lesquelles se déroulera la procédure relative à la maintenance préventive et curative des appareils de détection fixe de gaz pour le compte du groupe Bâtiments/Infrastructures de la société civile Synchrotron SOLEIL située à l'Orme des Merisiers, 91190 Saint-Aubin.

1.2. FORME DES PRIX

Le marché sera conclu à prix mixtes :

- Une part à prix forfaitaire pour les prestations de maintenance préventive prévues au DPGF,
- Une part non programmable à bons de commande, pour les prestations de maintenance curative traitée à prix unitaires tels que précisés au BPU.

1.3. PROCEDURE

Dans le cadre de la passation de ses marchés, SOLEIL est actuellement soumis aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et au décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 relatifs au Code de la Commande Publique.

La procédure de passation retenue par SOLEIL est une Procédure adaptée ouverte en une phase (candidature + offre) en application des dispositions des articles L.2123-1 du Code de la Commande Publique (CCP).

1.4. ALLOTISSEMENT

La présente consultation n'est pas allotie.

Suivant les articles R2113-1 à R2113-3 du Code de la commande publique, le choix de ne pas allotir le marché est motivé par le fait que les prestations décrites constituent un ensemble indissociable et rendrait l'exécution des prestations techniquement difficile mais aussi financièrement plus coûteuse.

1.5. NOMENCLATURE

La nomenclature conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code Principal	Description
50413100	Services de réparation et d'entretien de matériel de détection de gaz
50610000	Services de réparation et d'entretien de matériel de sécurité

1.6. VARIANTES

Pour la réalisation de cette prestation, SOLEIL n'autorise aucune variante. A défaut, SOLEIL considèrera l'offre présentée en variante comme irrégulière.

1.7. PRESTATIONS SIMILAIRES

En application à l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, SOLEIL se réserve la possibilité de conclure, sans nouvelle mise en concurrence, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au Titulaire dans le cadre du présent marché. Ces marchés devront être conclus dans un délai maximum de trois ans à

compter de la notification du marché initial, et leur montant cumulé ne pourra excéder 40 % du montant du présent marché.

2. DOCUMENTS APPLICABLES

Les marchés de SOLEIL sont soumis :

- Cahier Des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS) applicables aux marchés publics version en vigueur, non fourni par SOLEIL, mais réputé connu des candidats.
- Au Règlement Intérieur du Synchrotron SOLEIL (édition mai 2014) ;
- Au Protocole de sécurité de SOLEIL référencé DIR-SEC-CR-P-7178

Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) :

Le DCE, accessible uniquement par voie électronique, est constitué des éléments suivants :

- Le présent Règlement de consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement (ATTRI1) ;
- Le projet de Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) intitulé « Détection Gaz du site de SOLEIL » référencé AI-BAT-CCTP-P-2109-CCTP et daté de juin 2025 ;
- Le cadre de réponse Technique (CRT) ;
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) et le Bordereau de Prix Unitaires (BPU).

Le fait de soumissionner à la présente consultation vaut acceptation de l'ensemble des documents constitutifs du dossier.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER DE REPONSE (2 ENVELOPPES)

3.1. ENVELOPPE 1 : DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier intitulé « **Candidature** » qui, à défaut d'utilisation du **DUME** (Document Unique de Marché Européen), devra comporter les éléments suivants :

- La déclaration d'intention de soumissionner : **Formulaire DC1** dans sa version révisée au 01 avril 2019 (ou équivalent) complété ; ou une attestation sur l'honneur.
- La déclaration du soumissionnaire : **Formulaire DC2** dans sa version révisée au 01 avril 2019 (ou équivalent) complété (déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement) ou **équivalent incluant** le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.
- Un extrait **Kbis** ;
- La **copie du ou des jugements prononcés en cas de procédure collective** ;

- Lorsque le candidat appartient à un groupe, **une attestation certifiant de son autonomie commerciale** et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe ;
- Une **attestation d'assurance** de responsabilité civile générale et professionnelle en cours de validité ;
- **L'attestation de visite** de site obligatoire.
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des **salariés employés régulièrement** au regard des articles L. 1221-1, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail ;
- Une déclaration sur l'honneur certifiant que le candidat a satisfait à l'ensemble de ses **obligations fiscales et sociales** (articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés) avec **fourniture des attestations**.
- Une attestation sur l'honneur de **ne pas être interdit à participer** à la passation d'un marché public.
- Une liste de références similaires **en adéquation avec l'objet du marché** réalisées au cours des 3 dernières années, démontrant la capacité à **savoir-faire du candidat** (description succincte des missions réalisées) et indiquant le montant, la date et la durée et le destinataire public ou privé ;
- Une présentation des **moyens humains** (effectifs moyens annuels et importance du personnel d'encadrement pour chacune des 3 dernières années ; les effectifs seront donnés par qualification professionnelle et par fonction afin de juger l'adéquation des moyens humains au domaine du marché ; les compétences devront ressortir clairement) ;
- Une présentation des **moyens techniques** ;
- Les **qualifications** délivrées par les fabricants. (Marques : OLDHAM – HONEYWELL – DRAGER....).

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

GROUPEMENT :

Les entreprises peuvent présenter leur offre seules ou en groupement solidaire ou conjoint. Le mandataire du groupement assurera la coordination de l'ensemble des intervenants.

Conformément aux articles R. 2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique, en cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de SOLEIL.

Il est rappelé que, sauf exception mentionnée à l'article R. 2142-26 du Code de la Commande Publique, la composition d'un groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ainsi qu'en qualité de membre de plusieurs groupements.

En cas de groupement momentané d'entreprises, tous les membres doivent fournir les éléments demandés ci-dessus.

SOUS-TRAITANCE :

Le Titulaire ne peut pas sous-traiter l'intégralité du marché.

Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie du marché, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ou de ses) sous-traitant (s) et la nature des parties sous-traitées et fournir tous les documents demandés à l'article 3.1. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. SOLEIL se réserve le droit de demander la communication du (ou des) contrat (s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (ou des) sous-traitant (s) proposé (s).

Le Titulaire retenu présentera obligatoirement et préalablement tout sous-traitant à l'acceptation de SOLEIL tout au long de la réalisation de la prestation en se conformant expressément au cadre du formulaire DC4.

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou ces sous-traitants pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ce ou ces sous-traitants.

3.2. ENVELOPPE 2 : DOSSIER D'OFFRE TECHNIQUE ET FINANCIERE

3.2.1. SOUS-DOSSIER 1 : TECHNIQUE

Pour être recevable ; l'offre technique doit comprendre les documents suivants :

- La liste des **sous-traitants pressentis** accompagnée, pour les travaux sous-traités, des demandes d'acceptation des sous-traitants conformes au modèle DC4, indiquant ainsi la nature, le montant et le volume des prestations qui seraient sous-traitées.
- Le **cadre de réponse technique (CRT)** dûment rempli, éventuellement accompagné de ses annexes comprenant les dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat conforme aux exigences du CCTP

3.2.2. SOUS-DOSSIER 2 : FINANCIERE

Pour être recevable ; l'offre financière doit comprendre les documents suivants :

- **L'Acte d'Engagement (ATTR1)** à titre de document contractuel, dûment complété et signé ;
- Le **projet de CCAP** à titre de document contractuel, dûment complété ;
- La **DPGF** (Décomposition Du Prix Global et Forfaitaire) dûment renseignée (formats Excel + PDF avec signature), ainsi que le **BPU** (Bordereau de Prix Unitaires). Le défaut de remise de la décomposition de prix pourra constituer un motif d'élimination de l'offre.

4. ECHANGES DEMATERIALISES

4.1. DATE LIMITE DE TRANSMISSION DES DOSSIERS

Votre dossier devra être déposé sur la plateforme au plus tard le : « **1^{er} octobre 2025** », à **12 heures**, (délai de rigueur).

Aucune dérogation à cette date ne sera admise. Passé ce délai (horodatage de la plateforme faisant foi) l'offre ne sera pas prise en considération pour la suite de la procédure.

4.2. RETRAIT ET TRANSMISSION PAR VOIE ELECTRONIQUE

Retrait :

Le DCE est disponible à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr

Les candidats sont invités, pour télécharger les DCE, à s'identifier sur la plateforme. Toutefois, avant de pouvoir télécharger le dossier de consultation des entreprises, les candidats doivent impérativement s'inscrire. A défaut, ils ne seront pas enregistrés et SOLEIL n'aura pas connaissance de leur téléchargement. De ce fait, il ne lui sera pas possible d'informer les candidats des modifications éventuelles du DCE.

Les personnes téléchargeant le dossier de consultation des entreprises seront donc particulièrement attentives à bien renseigner le champ "**e-mail**" dans la mesure où cette adresse pourra être utilisée par SOLEIL pour informer des éventuelles modifications du dossier de consultation des entreprises et pour suivre les échanges avec les candidats postérieurement à la remise des offres. La validité de cette adresse électronique déclarée relève de la responsabilité du candidat. SOLEIL ne saurait être engagé par des documents non téléchargés directement par les candidats sur la plateforme de dématérialisation indiquée ci-dessus.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée. Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Transmission :

La transmission des offres se fera **exclusivement** par voie électronique sur notre plateforme.

Le mode de transmission des éléments de l'offre est dématérialisé. La réponse électronique est indispensable mais aucune signature électronique n'est exigée.

Chaque société qui candidate et qui souhaite déposer une offre doit posséder un compte utilisateur **propre au numéro de SIRET de la société**.

Comme indiqué dans l'article R2151-6 du Code de la Commande Publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par SOLEIL dans le délai fixé pour la remise des offres. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Une société qui candidate ne peut déposer une offre pour le compte d'une autre société.

Dans le cadre du dépôt du **dossier intégral** sur la plateforme, il est rappelé que tous les éléments composant l'offre doivent être **déposés en une seule fois**.

De même, comme indiqué dans l'article R2151-6 du Code de la Commande Publique, si plusieurs offres sont successivement transmises par un soumissionnaire, seul est ouverte la dernière reçue par SOLEIL dans le délai fixé pour la remise des offres.

4.3. FORMULAIRE DE CANDIDATURE SIMPLIFIEE - DUME

Les candidats qui souhaitent soumissionner peuvent répondre par le formulaire de candidature aux marchés publics établi par la Commission Européenne, le **DUME**. La réponse par le DUME est fortement recommandée.

Ce document permet à une entreprise candidate à un marché public de déclarer son statut financier, ses capacités et son aptitude pour participer à la procédure.

Pour toute information complémentaire ou renseignement sur le DUME, se rendre sur la plateforme « PLACE » à la rubrique « Aide » pour télécharger les « Guides d'utilisation » disponibles directement sur le site.

5. INFORMATION DES SOUMISSIONNAIRES PENDANT LA CONSULTATION

5.1. MODIFICATION DES DOCUMENTS DE LA CONSULTATION

SOLEIL peut apporter des modifications de détail aux documents de la consultation au plus tard jusqu'à six (6) jours avant la date limite de réception des offres. Tous les soumissionnaires enregistrés sur la plateforme en seront informés et devront répondre sur la base du dossier modifié.

Les soumissionnaires devront répondre sur la base du dernier dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Les soumissionnaires devront nécessairement prendre en compte les éventuelles modifications ou réponses apportées afin de formuler leur proposition.

Les spécifications techniques de SOLEIL prévaudront sur toutes les autres spécifications techniques figurant dans les offres des soumissionnaires. Ces dernières ne pourront donc pas être opposées à SOLEIL.

Dans le cas où un soumissionnaire aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où SOLEIL procède à d'éventuelles modifications portant sur les éléments substantiels du marché, ces derniers entraîneront un allongement du délai de consultation.

Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de dépôt des offres.

5.2. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Les candidats ne peuvent apporter aucune modification aux dispositions contenues dans l'ensemble des documents composant le dossier de consultation.

5.3. VISITE DU SITE

Le DCE contient tous les documents nécessaires pour répondre à la consultation. Néanmoins, afin de permettre aux soumissionnaires d'appréhender dans sa totalité la complexité de la prestation, la visite des locaux est obligatoire.

Pour procéder à cette visite, les candidats devront contacter **Monsieur Aurélien NOEL** à l'adresse électronique suivante : aurelien.noel@synchrotron-soleil.fr.

A l'issue de cette visite, ils recevront une attestation de visite qui **devra être jointe dans leur réponse**.

Il est précisé que cette visite présente un caractère obligatoire pour la recevabilité de l'offre. Sont cependant exemptées les sociétés ayant déjà réalisé la visite dans le cadre d'une précédente consultation

Afin que les candidats disposent du temps nécessaire à la rédaction de leur mémoire technique et à la constitution de leur offre, **les visites devront avoir lieu, au plus tard, sept (7) jours ouvrés inclus avant la date limite de remise des offres**.

5.4. QUESTIONS/REPONSES

Les questions éventuelles des soumissionnaires pendant la phase de consultation doivent être communiquées par écrit et transmises **via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés de SOLEIL (PLACE)**.

Les réponses aux questions sont envoyées à l'ensemble des personnes s'étant identifiées lors du téléchargement des documents, dans les meilleurs délais, et au plus tard **six (6) jours ouvrés avant la date limite de remise des offres** indiquée sur la page de garde du présent document, **pour autant que les soumissionnaires aient transmis leur demande au plus tard huit (8) jours ouvrés avant cette même date**.

Il n'est transmis aucune réponse aux questions arrivées hors délai.

Aucune réponse ne sera donnée oralement.

6. CONDITIONS PARTICULIERES

6.1. CONDITIONS DE PRIX

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents de l'article 2 du présent règlement et sont réputés être établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre. Ils seront décomposés selon le cadre de décomposition de prix joint dans le DCE.

Les prix seront établis pour couvrir toutes les dépenses supportées par le soumissionnaire dans l'exécution du contrat.

6.2. VALIDITE DE L'OFFRE

Les offres demeurent valables pendant une durée de six (6) mois à compter de la date limite de dépôt de la dernière offre.

En participant à cette consultation, le candidat s'engage sur l'offre technique et financière qu'il présente. S'il est déclaré attributaire, il devra signer le CCAP qui lui sera présenté par SOLEIL lors de l'attribution du marché.

7. EXAMEN DES CANDIDATURES /DES OFFRES

7.1. VERIFICATIONS PREALABLES

Avant d'entreprendre l'analyse et la notation des offres au regard des critères d'attribution énumérés aux articles ci-après, il est procédé à la vérification de la complétude des candidatures et de la recevabilité des offres présentées par rapport aux exigences indiquées dans les documents de la consultation.

SOLEIL se réserve toutefois la possibilité de procéder à la vérification des candidatures après le classement des offres, conformément à l'article R. 2144-3 du code de la commande publique.

SOLEIL peut décider de demander à tous les candidats de produire ou compléter les pièces manquantes dans un délai maximum de 3 jours ouvrés.

7.2. CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Cette sélection sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2142-1 à R.2142-2, R. 2142-5 à R.2142-14 et R.2142-25 du code de la commande publique.

Seront éliminées les candidatures qui ne présentent pas les capacités et garanties professionnelles et financières suffisantes au regard de l'objet du marché public et de ses conditions d'exécution.

Niveau spécifique minimal exigé pour la capacité technique :

- Qualifications délivrées par les fabricants.

7.3. CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Lors de l'examen des dossiers, SOLEIL éliminera les offres qualifiées d'inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Une **offre inappropriée** est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

Une **offre inacceptable** est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une **offre irrégulière** est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que seule une offre irrégulière pourra être régularisée. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Conformément à l'article R. 2152-1 du code de la commande publique, et avant tout classement, SOLEIL se réserve le droit de régulariser les offres irrégulières au cours de négociation préalable.

SOLEIL est libre de procéder à la régularisation des offres concernées. Dans tous les cas, SOLEIL traitera de manière égalitaire tous les opérateurs économiques concernés par une problématique de régularisation d'offres.

Il est à noter que l'absence de réponse correspondant à un sous-critère ne vaut pas irrégularité de l'offre mais qu'elle sera pénalisante.

L'évaluation et le classement des dossiers admissibles seront faits sur la base des critères de sélection suivants :

– **Le prix des prestations : 50%**

Ce critère sera jugé sur les 2 sous-critères suivants et apprécié sur 100 points :

- ✓ Le montant de la DPGF pour 70 points
- ✓ Les montants du BPU pour 30 points

La note maximale de chaque sous-critère sera attribuée à l'offre proposant le prix le plus bas ;

Le calcul de la note attribuée aux autres entreprises se fera avec la formule suivante :

- Note de X = nbe de points max x (cout de l'offre minimum / cout de l'offre de X).

Cette note financière finale sera pondérée à 50%.

– **La valeur technique : 40 %**

Ce critère sera jugé à partir du contenu du cadre de réponse technique (CRT) et apprécié sur 100 points, d'après les sous-critères suivants :

- Moyens affectés : 20 points (humains 10 points / matériels 10 points)
- Méthodologie mise en place : 50 points
- Planning d'exécution : 10 points
- Garantie et SAV : 20 points

Le calcul de la note finale de chaque sous-critère s'effectue en 2 étapes.

Étape 1 :

Les sous-critères techniques sont jugés selon le barème suivant :

- **Très satisfaisant : 100% de la note maximale.** La réponse est personnalisée et offre toutes les garanties démontrant une bonne exécution des prestations. Elle est présentée de manière claire, précise et détaillée et offre de nombreux avantages particuliers.
- **Satisfaisant : 80% de la note maximale.** La réponse couvre la demande et offre de nombreuses garanties quant à la bonne exécution des prestations et/ou présente un avantage particulier.
- **Moyennement satisfaisant : 50% de la note maximale.** La réponse répond a minima à la demande mais ne semble pas présenter d'avantage particulier
- **Peu satisfaisant : 20% de la note maximale.** La réponse est insuffisante, trop lacunaire et/ou se limite à la fourniture de brochures commerciales sans apporter une

réponse claire et suffisamment précise à la demande ou démontre un sous dimensionnement de la prestation.

- **Très insuffisant : 0% de la note maximale** La réponse ne répond pas aux besoins, documents inexploitable pour juger le sous-critère, ou le candidat n'a pas apporté de réponse (**non éliminatoire**).

Etape 2 :

Pour chaque sous-critère technique évalué, le nombre de points maximal est attribué au soumissionnaire le mieux disant (ayant obtenu la meilleure note au sous-critère considéré à l'étape 1). Le nombre de points attribué aux autres soumissionnaires pour chaque sous-critère technique sera établi selon la formule suivante :

- $\text{Nb de point de X} = (\text{Note de X} / \text{Note du mieux-disant}) \times \text{Nb de points max.}$

La note finale « technique » sera la somme des sous-critères pondérée à 50%.

– Le critère environnemental et social : 10 %

Ce critère sera jugé sur le contenu du cadre de réponse selon les 2 sous-critères suivants et apprécié sur 100 points :

- ✓ Démarche développement durable : 50 points
- ✓ Gestion des déchets : 50 points

Le calcul de la note finale de chaque sous-critère s'effectue en 2 étapes.

Etape 1 :

Identique au barème technique

Etape 2 :

Identique au barème technique

La note finale « environnementale et sociale » sera la somme des sous-critères pondérée à 10%.

Une note globale sur 100 sera attribuée par addition des trois notes précitées. L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera déclarée économiquement la plus avantageuse.

Nota : En cas d'égalité arithmétique de la note finale (valeur prix + valeur technique + valeur environnementale), le critère prix sera prépondérant.

8. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

SOLEIL se réserve la possibilité de demander aux candidats :

- Des informations et précisions complémentaires nécessaires à l'appréciation de la teneur de leur offre
- Tous sous-détails de prix nécessaire à l'appréciation de l'offre du candidat.

La réponse du soumissionnaire a pour but de clarifier son offre mais en aucun cas de la modifier.

9. CLAUSES COMPLEMENTAIRES

La remise des propositions par les candidats implique leur acceptation des clauses du règlement de consultation.

Les candidats se doivent de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'ils pourraient déceler dans les documents faisant partie de la présente consultation. Le candidat dont l'offre n'est pas retenue ne peut prétendre au remboursement des frais d'établissement de son offre, ni à une quelconque indemnité à quelque titre que ce soit.

10. NEGOCIATION

Avant d'attribuer le marché, SOLEIL se réserve la possibilité de négocier avec un ou plusieurs soumissionnaires sans être tenu, s'il décide effectivement de négocier après la remise des offres, d'en informer l'ensemble des candidats.

Les négociations pourront prendre la forme d'un entretien ou d'un échange de courriers et la négociation pourra, si besoin, se dérouler en plusieurs phases.

Les candidats admis à la négociation seront informés des modalités et des échéances de la négociation via la plateforme PLACE.

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre y compris le prix. Les exigences minimales mentionnées dans le cahier des charges et les critères d'attribution ne peuvent faire l'objet de négociation.

Les négociations sont conduites dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les soumissionnaires invités à négocier.

En l'absence de remise d'une offre négociée par un candidat, SOLEIL pour le jugement des nouvelles offres prendra en compte la dernière offre remise par ledit candidat.

SOLEIL se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. **Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre dès la remise de celle-ci.**

Les documents élaborés par les candidats dans le cadre des négociations seront transmis selon les mêmes modalités que celles indiquées pour la remise des offres initiales.

11. ARRET DE LA CONSULTATION

Pour des raisons réglementaires, techniques ou de choix stratégiques internes, qu'elle qu'en soit la nature, SOLEIL pourra à tout moment décider soit de suspendre temporairement soit d'arrêter définitivement la consultation en cours.

En toute hypothèse, aucune indemnité, quel qu'en soit le montant et/ou la cause, ne saurait être accordée aux candidats et ce quelle que soit la période à laquelle sera notifié aux dits candidats la suspension ou l'arrêt de la consultation.